

*Article 31 du Règlement***LE PROGRAMME «OPÉRATION REFUGE»**

**Mme Nicole Roy-Arcelin (Ahuntsic):** Monsieur le Président, la violence intrafamiliale est un problème social et un délit grave. Le gouvernement fédéral a un rôle clé à jouer dans la lutte contre ce fléau. Le logement est une arme importante dans cette situation et il apporte un refuge aux femmes et aux enfants. C'est ce genre d'aide qu'offre la Société canadienne d'hypothèques et de logement par son programme «Opération refuge».

Pour prêter secours aux 25 000 femmes et enfants qui sont maltraités chaque année, 22,2 millions de dollars ont été affectés à la création de 500 places d'hébergement. Ces fonds sont offerts à des groupes privés sans but lucratif et à des bandes indiennes qui veulent créer des maisons d'hébergement soit en construisant, en rénovant ou en transformant des immeubles existants.

Monsieur le Président, 178 places d'hébergement ont fait l'objet d'un engagement. Je presse les provinces, les municipalités et les collectivités d'appuyer cette initiative. Le gouvernement fédéral a fait beaucoup pour secourir les victimes de violence intrafamiliale et continuera en ce sens.

\* \* \*

**LE CHEF DU PARTI LIBÉRAL**

**M. Nic Leblanc (Longueuil):** Dans le débat concernant la souveraineté du Québec, plusieurs individus tentent de faire peur aux Québécois. M. Chrétien est un de ceux-là. Il maintient à tort et à travers qu'un Québec souverain serait en mauvaise posture. Il maintient que dans un Québec souverain, les Québécois devront se débrouiller avec leur part de la dette du Canada.

Est-ce qu'il veut dire, aujourd'hui, que les Québécois ne sont pas affectés par la dette du fédéral? Est-ce qu'ils vivent au crochet du Canada? À mon avis, Jean Chrétien n'a rien compris. Les Québécois assument déjà leur large part du déficit et de la dette exagérée. Et c'est justement parce qu'ils n'ont aucun contrôle sur la mauvaise gestion et le gaspillage qu'ils veulent être souverains.

\* \* \*

**LE CHALUTIER BOUT DE LIGNE**

**M. Charles-Eugène Marin (Gaspé):** Monsieur le Président, la Gaspésie est à nouveau atteinte dans ce qu'elle a de plus cher, ses enfants. En effet, le bateau de pêche le

Bout de Ligne, avec à son bord trois occupants, soit MM. Normand O'Connor et Gino Cotton de la Rivière-au-Renard et Roger Reeve de l'Anse-au-Griffon, a effectué son dernier contact-radio à 13 heures le jeudi 13 décembre. Malgré les efforts soutenus de la garde côtière, de la Défense nationale, ainsi que de différents navires de pêche et commerciaux, on n'a encore aucune nouvelle de nos amis gaspésiens disparus avec leur bateau.

Monsieur le Président, je suis assuré que tous les députés de cette Chambre se joignent à moi pour offrir nos sincères condoléances aux familles éprouvées.

\* \* \*

[Traduction]

**LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

**M. Nelson A. Riis (Kamloops):** Monsieur le Président, nous savons tous qu'Allan MacEachen est un stratège politique rusé qui a donné l'impression que lui et les sénateurs libéraux, de même que le caucus libéral, étaient contre la taxe sur les produits et services. Mais l'était-il vraiment?

A-t-il dénoncé la TPS lorsqu'on a demandé à présenter le projet de loi au Sénat? Non. A-t-il voté contre le projet de loi sur la taxe sur les produits et services en première lecture? Non, et ce, malgré la majorité libérale au Sénat. Est-ce qu'Allan MacEachen et ses collègues libéraux majoritaires ont voté contre la TPS en deuxième lecture, lorsque le principe du projet de loi a été débattu? Mais non. Est-ce qu'Allan MacEachen et ses collègues au Sénat ont voté contre la taxe sur les produits et services lorsque le projet de loi a été examiné par un comité en avril, mai, juin, juillet, août, septembre et octobre? Mais non.

Autement dit, les sénateurs libéraux ont eu l'occasion, à maintes reprises, de torpiller le projet de loi sur la TPS grâce à la majorité qu'ils détenaient, mais ils ont préféré s'abstenir. La députée de Hamilton-Est a dit, le 2 avril à Winnipeg, que M. Chrétien était peut-être tacitement en faveur de la TPS. À mon avis, elle avait tout à fait raison.

\* \* \*

**LA LETTONIE**

**Mme Mary Clancy (Halifax):** Monsieur le Président, à l'approche du temps des Fêtes, alors que nos pensées se tournent vers nos foyers et nos familles, nous ne pouvons tout de même oublier les tensions à caractère sanglant